

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/GBT/W/1/Add.27

10 février 1997

(97-0502)

Groupe des télécommunications de base

Original: anglais

COMMUNICATION DE L'ISLANDE

Projet d'offre sur les télécommunications de base

Révision

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe des télécommunications de base à la demande de l'Islande.

Se référant à son projet d'offre sur les télécommunications de base reproduit dans le document S/NGBT/W/12/Add.33/Rev.1, l'Islande a le plaisir de présenter ci-joint la révision de ce projet d'offre.

L'Islande a apporté quelques modifications techniques et a supprimé, conformément à la Note du Président sur les limitations concernant l'accès aux marchés qui ont trait à la disponibilité du spectre (document S/GBT/W/3), la limitation correspondante. Elle se réserve le droit de rétablir cette limitation en l'absence d'un consensus sur le statut de la Note du Président.

L'Islande se réserve le droit de modifier, réduire ou élargir l'offre ci-jointe à tout moment avant la clôture des négociations sur les télécommunications de base, en fonction de l'évolution des travaux du Groupe des télécommunications de base, du niveau des engagements des autres participants aux négociations et de l'éventuelle nécessité d'apporter des modifications techniques à la présente offre, notamment en ce qui concerne l'indication des numéros de la classification centrale des produits (CPC).

ISLANDE - PROJET D'OFFRE REVISE

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
2.C SERVICES DE TELECOMMUNICATION	Les réserves horizontales indiquées dans la Liste de l'Islande annexée à l'AGCS sont d'application	Les réserves horizontales indiquées dans la Liste de l'Islande annexée à l'AGCS sont d'application		
a) Services de téléphonie vocale	1) Néant	1) Néant	L'Islande prend les engagements additionnels énoncés dans le texte ci-joint, dont toutes les parties ont la même force obligatoire	
b) Services de transmission de données avec commutation par paquets	2) Néant	2) Néant		
c) Services de transmission de données avec commutation de circuits	3) Néant	3) Néant		
d) Services de télex	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"		
e) Services de télégraphe				
f) Services de télécopie				
g) Services de circuits loués				
o) Autres services				
- Services et systèmes de communication mobiles et personnels				

Engagement additionnel de l'Islande

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunications de base sur lequel sont fondés les engagements de l'Islande en matière d'accès aux marchés.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau et d'un service publics de transport des télécommunications

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunications de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur.

2.2 Interconnexion à assurer

Dans les limites de l'accès aux marchés autorisé, l'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée¹:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées²;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

¹Les fournisseurs de services ou de réseaux auxquels le public n'a généralement pas accès, tels les groupes fermés d'utilisateurs, bénéficient du droit garanti de se connecter au réseau ou aux services publics de transport des télécommunications suivant des modalités, à des conditions et à des tarifs non discriminatoires, transparents et fondés sur les coûts. Ces modalités, conditions et tarifs peuvent toutefois être différents de ceux applicables pour l'interconnexion entre réseaux ou services publics de télécommunication.

²Des modalités, conditions et tarifs différents peuvent être fixés en Islande pour les exploitants actifs dans différents segments du marché, sur la base de dispositions nationales en matière de licences non discriminatoires et transparentes, dans les cas où de telles différences peuvent être objectivement justifiées par le fait que les services en question ne sont pas considérés comme des "services similaires".

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à tout moment, soit
- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public,

à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunications de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'Etat.